

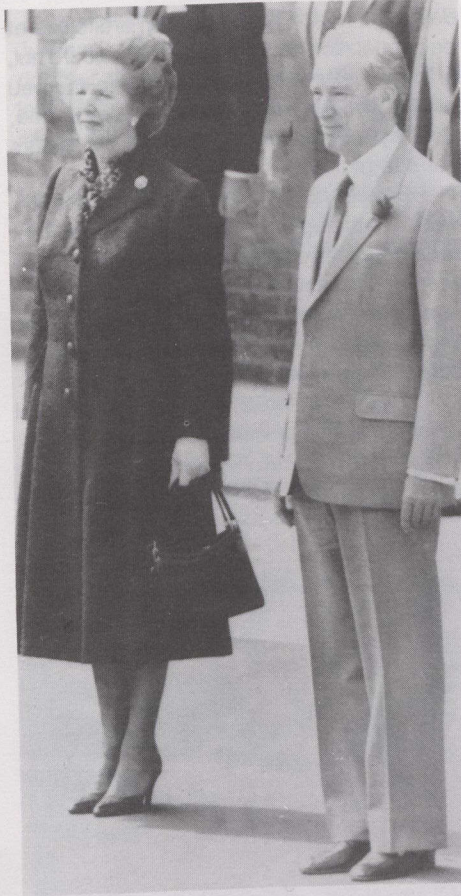
Le dixième Sommet des pays les plus industrialisés

Le Sommet de Londres, qui s'est tenu du 7 au 9 juin dernier, a réuni pour une dixième année consécutive les leaders des sept pays les plus industrialisés. Les chefs d'État ou de gouvernement des États-Unis, du Royaume-Uni, de la France, de la République fédérale allemande (RFA), de l'Italie, du Japon et du Canada se sont rassemblés pour discuter des principaux problèmes économiques auxquels le monde est confronté à l'heure actuelle : le chômage, l'inflation, le protectionnisme, les taux d'intérêt élevés, le système monétaire, l'endettement des pays en développement, les relations économiques avec le bloc de l'Est, etc.

Ces dix années ont permis à la diplomatie canadienne d'acquérir une expérience incontestable, au point de pouvoir, à Williamsburg en 1983, prendre des initiatives importantes et aiguiller le débat des Sept vers des échanges politiques de fond. De plus, le Canada a réussi, depuis 1980 à Venise, à s'introduire dans le club select des grandes nations occidentales qui procèdent à une révision régulière de la politique internationale.

À l'origine, le Sommet était strictement orienté vers les questions économiques, à telle enseigne que certains observateurs affectaient de n'y voir qu'une émanation du Fonds monétaire international (FMI). Désormais, et depuis le Sommet de Venise (1980), les représentants des Sept passent autant de temps à discuter des problèmes politiques que des problèmes économiques : on ne prévoit pas un renversement futur de cette tendance. Chaque Sommet, en particulier depuis celui de Londres en 1977, a permis au Canada d'affirmer l'originalité de ses vues, cela à tel point qu'en 1981, à Montebello, le Canada introduisit une formule de réunion qui fit école. M. Trudeau, doyen de ces rencontres dont il fut l'hôte en 1981, privilégia les contacts de personne à personne entre les chefs d'État ou de gouvernement. Le premier ministre du Canada profita d'ailleurs de cette rencontre pour proposer son sujet de prédilection : le dialogue Nord-Sud.

À Londres, lors du dernier Sommet, on a discuté, outre les questions économiques, des tensions Est-Ouest, de la sécurité des approvisionnements pétroliers, du terrorisme international, des problèmes de défense commune et de la paix au Moyen-Orient. Les sept chefs d'État ou de gouvernement ont produit une déclaration sur les « principes démocratiques » où ils soutiennent leur engagement en faveur de la liberté, de la



Canapress

M. Pierre Trudeau et le premier ministre du Royaume-Uni, Mme Margaret Thatcher, écoutent les hymnes nationaux lors de la cérémonie d'ouverture du Sommet économique de Londres.

démocratie et de la liberté d'expression. Les Sept y indiquent, entre autres, leur intérêt à la coopération « avec tous les pays sur la base du respect de leur indépendance... sans égard aux différences politiques, économiques et sociales. » Réitérant leur « besoin de paix, de liberté, de justice », les Sept rejettent « l'usage de la force comme moyen de régler les différends ».

Le document final produit par les Sept incluait une condamnation du terrorisme international, une suggestion britannique. On y trouvait aussi une déclaration sur la situation dans le Golfe persique. Un engagement économique commun dénonçait les méfaits du protectionnisme, assorti d'une demande faite aux banques d'accorder un répit aux pays endettés. Les Sept ont aussi convenu de poursuivre la lutte contre l'inflation. Les ministres des finances des sept États participants ont affirmé leur détermination à régler cas par cas les problèmes d'endettement des pays du Tiers-Monde.

Mme Thatcher a encouragé les pays industrialisés à poursuivre la stratégie économique des puissances occidentales, confirmant la réalité de la reprise économique. Cette reprise est basée sur la lutte contre l'inflation par la réduction des dépenses publiques des emprunts d'État et par une politique de croissance de la masse monétaire.

Rappelons que le doyen de ces rencontres, M. Pierre Trudeau, premier ministre du gouvernement du Canada, a participé à Londres, en 1984, au dernier Sommet de sa carrière. M. Trudeau a siégé huit fois à la table des Sept, en neuf années de participation canadienne.

Recherche minière au Niger

La société Géomines Ltée, de Montréal, a obtenu un contrat de 3,7 millions de dollars de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) pour la réalisation d'un projet d'aide en recherche minière au Niger.

Depuis dix ans, la société Géomines œuvre outre-mer en particulier en Afrique et en Amérique du Sud. Elle y a mené à bien plusieurs contrats d'envergure avec des organismes internationaux tels que la Banque mondiale, la Banque africaine de développement, l'ACDI, la Banque ouest-africaine de développement ainsi qu'avec divers gouvernements. Cette société est spécialisée en exploration et en exploitation de ressources naturelles. Ses champs d'activité comprennent la géologie et les mines, la géophysique, les techniques de forage, l'eau et l'environnement.

Le Niger est un pays semi-désertique d'environ six millions d'habitants pour qui il est essentiel de mettre en valeur les ressources de son sous-sol pour appuyer son développement économique. L'exploitation de l'uranium a permis au Niger de connaître, de 1975 à 1981, la meilleure croissance économique de tous les pays du Sahel. Cependant, une baisse du cours des métaux, ces dernières années, a affecté la performance économique du Niger, l'uranium étant une ressource importante pour son économie.

Le projet de la société Géomines au Niger vise à diversifier l'exploration, l'exploitation et la commercialisation des ressources minières de ce pays. Pour ce faire, sept experts canadiens de cette entreprise auront pour rôle de fournir une expertise technique au ministère des Mines et de l'Industrie (MMI) et à l'Office national des Ressources minières (ONAREM) de ce pays. Ces consultants auront aussi pour mandat d'assurer la formation d'homologues au Niger.